

NOTE TRANSVERSALE

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES CONSÉQUENCES SUR LES MIGRATIONS, MIGRANT-E-S ET RÉFUGIÉ-E-S DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE



Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Afrique

IRAOLA Clément
Février 2021



L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés

PHOTO ©: CLÉMENT IRAOLA

NOTE TRANSVERSALE

ABSTRACT

INTRODUCTION

I/ ÉTAT DES LIEUX CLIMATIQUES EN AFRIQUE DE L'EST

II/ COMPRÉHENSION THÉORIQUE DE L'INTERCONNEXION
ENTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONFLIT ET
MIGRATION

III/ MIGRATIONS EN AFRIQUE DE L'EST : LA PART DES
DÉPLACEMENTS CLIMATIQUES EN AUGMENTATION

IV/ ÉTUDES DE CAS : COMMENT S'OBSERVE LE NEXUS
ENTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MIGRATION DE
MANIÈRE CONCRÈTE ?

- Étude de cas n°1 : La Somalie
- Étude de cas n°2 : L'Éthiopie

V/ CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES CAMPS ;
QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES POPULATIONS DANS
LES CAMPS ?

VI/ POLITIQUES PUBLIQUES CONTRE LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET SES IMPACTS SUR LES MIGRATIONS

VII/ SOLUTIONS ÉVENTUELLES

SOURCES ET RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIE



ABSTRACT

La présente étude nous permet d'entrevoir le lien croissant entre changement climatique, conflits et migration. La région de la Corne de l'Afrique apparaît de plus en plus affectée par les phénomènes climatiques extrêmes. L'interconnexion entre les risques climatiques et les migrations s'édifie autour de la vulnérabilité que provoque le changement climatique. Il pousse des populations fragiles au départ. Ces départs, faute d'infrastructures et de gouvernances suffisantes, se traduisent par l'augmentation du nombre de déplacé-e-s internes vivant dans des conditions difficiles ainsi que du nombre de réfugié-e-s s'installant dans des camps de la région. Le changement climatique a des effets dramatiques sur des activités économiques principales de la région : l'agriculture et l'élevage. Dans une région principalement tournée vers ces secteurs d'activités, les migrations s'en retrouvent largement affectées et augmentent, troublant l'équilibre à l'échelle locale et régionale. Les exemples de deux pays de la région, la Somalie et l'Éthiopie, attestent d'un lien significatif entre changement climatique, instabilité et migration. La situation des migrant-e-s de la région est alarmante et le nombre de réfugié-e-s du fait du changement climatique va en augmentant. La compréhension plus profonde des effets du changement climatique sur les migrations apparaît donc essentielle pour agir sur le problème, et par cela, réduire le nombre de réfugié-e-s.

INTRODUCTION

Le changement climatique apparaît aujourd'hui plus que jamais l'un des phénomènes les plus influents pour le monde de demain. Son impact dépasse la seule question de préservation de l'environnement, puisqu'il influence les flux migratoires, engendre certaines instabilités politiques et aggrave des situations de vulnérabilité. **En 2019, les désastres naturels ont engendré plus de 24,9 millions nouveaux déplacements à travers 140 pays** [1]. Ces désastres naturels sont en augmentation ces dernières années et prévoient de s'accroître continuellement dû au changement climatique (1900 désastres naturels en 2019 [2]).

Les déplacements humains causés par le changement climatique graduel et les désastres naturels soudains ont des conséquences importantes sur la vulnérabilité et les conditions de vie des personnes affectées. L'impact est d'abord ressenti par les populations les plus fragiles économiquement et socialement. Ces déplacé-e-s constituent une part croissante des migrations observées dans les pays en développement et fragiles [3].

Le continent africain apparaît très vulnérable au changement climatique, et les migrations du continent sont au cœur des problématiques d'instabilité et de tension. **En 2019, ce sont près de 3,4 millions de déplacé-e-s dû aux désastres naturels dans l'Afrique Subsaharienne** [4]. La Corne de l'Afrique ou plus largement l'Afrique de l'Est figure parmi les régions les plus touchées et encore peu étudiée sur la question climatique.

De nombreux pays de la zone incarnent très clairement le nexus entre changement climatique et migration. L'Éthiopie, avec près de 504 000 déplacé-e-s, le Sud Soudan (294 000), le Soudan (272 000), la Somalie (479 000) ou encore le Mozambique (506 000) représentent à eux seuls plus de 2 millions déplacé-e-s dus à des désastres naturels en 2019 [5].

Encore aujourd'hui, le statut juridique attribué aux déplacé-e-s en lien avec le changement climatique est insatisfaisant.

L'inclusion des déplacé-e-s dits climatiques parmi les textes de protection des réfugiés est encore partielle et ne répond pas à l'ampleur du problème qui va en s'accroissant. La convention de Genève constituant le texte fondateur en matière de protection globale des réfugiés n'inclut pas le changement climatique comme étant un motif permettant l'octroi de la protection internationale [6]. Des textes et conventions ont depuis vu le jour (Convention de Kampala [7], COP22, COP23, Proclamation de Marrakech, COP24, etc.) mais ces ajouts restent insuffisants et ad-hoc.



Le présent rapport ne traitera pas de la question du statut juridique des réfugiés dits climatiques, mais s'attardera plutôt à l'exposition et l'explication de ce phénomène croissant qu'est la migration climatique. Il est cependant clair que la question de son inclusion dans les textes juridiques de protection des réfugiés est fondamentale pour apporter des solutions viables dans le futur proche.

Le nexus présenté ici, entre changement climatique et migration est centré sur l'interconnexion entre deux phénomènes majeurs de notre époque. **La question de l'impact du changement climatique sur nos sociétés et leurs instabilités fait débat depuis plus de 20 ans.** Le débat s'est longtemps centré sur la question du facteur exclusif ou « direct » du changement climatique sur les instabilités et les conflits dans le monde [8]. De nombreux acteurs politiques majeurs et experts ont démenti un lien direct entre changement climatique et instabilité, mettant en avant le fait que, seul, le changement climatique n'amène pas à des conflits et crises migratoires [9]. Cette prise de position a eu pour effet majeur de retarder le traitement du phénomène climatique, l'excluant de la question sécuritaire et humanitaire pendant des années. **Ce n'est que récemment que l'inclusion du changement climatique a fait sa réapparition dans les débats sécuritaires**, en 2007 lorsque le Conseil de Sécurité des Nations Unies (UNSC) aborde la question du changement climatique comme affectant la sécurité et la stabilité des États fragiles. **Il est alors considéré comme un facteur aggravant ou « multiplicateur de risques d'instabilité »** [10].

Ce rapport a pour objectif de démontrer le lien croissant entre les deux phénomènes et son implication sur la vulnérabilité des

réfugié-e-s et déplacé-e-s, mais aussi de mettre en évidence le manque de coopération sectorielle dans la réponse apportée au changement climatique, perçu encore trop souvent comme une affaire environnementale plutôt que de sécurité, de développement et de stabilité.

Pour comprendre davantage les interconnexions entre ces deux phénomènes, la présente note cherchera à montrer de manière concrète comment ce nexus s'opèrent dans certains pays de la zone (i.e. Somalie, Éthiopie).

Le changement climatique engendre une importante part des déplacements dans la région de la Corne Africaine. **Il aggrave dans la région des situations de vulnérabilité déjà préoccupantes et rend la vie dans les camps toujours plus difficile et alarmante.** La compréhension de son impact sur la vie des réfugiés permettra d'agir plus efficacement pour mitiger les risques. Dans une prédiction d'augmentation de ces événements climatiques désastreux, une réponse inclusive et appropriée à ses phénomènes climatiques est souhaitable.

De même, il s'agira d'exposer brièvement le paysage institutionnel et les politiques publiques mises en place pour répondre à l'urgence climatique et à son impact sur les migrations humaines, et ce, à trois niveaux (continental, régional et national) et ainsi de questionner son efficacité et sa pertinence face à l'ampleur du défi.

Enfin, il s'agira de mettre en lumière des solutions éventuelles à ce manque d'interconnexion entre changement climatique et migration et de proposer des voies de résolution plus adaptées.

I/ ÉTAT DES LIEUX CLIMATIQUES EN AFRIQUE DE L'EST

Il s'agit ici de saisir quelles menaces le changement climatique peut engendrer sur le continent africain, et plus particulièrement sur l'Afrique de l'Est.

L'Afrique figure parmi les plus vulnérables face aux risques climatiques. Le continent est sévèrement exposé et possède une capacité d'adaptation faible au changement climatique. En effet, les prévisions de l'augmentation de la température de la surface du continent sont supérieures à celles prédites pour le reste du globe [11]. De plus, les structures de gouvernance sont en proie à de nombreux défis contraignants, dans le domaine politique, économique, social et humanitaire.

La compréhension et la réponse aux événements climatiques qui frappent le continent tardent à émerger. La prise de conscience des défis écologiques qui menacent le continent est progressive, elle reste cependant largement théorique et peine à voir le jour sur le terrain. Les politiques publiques de lutte contre le changement climatique sont timides et trop peu souvent implémentées à l'échelle nationale et locale [12].

La région de la Corne de l'Afrique et plus largement celle de l'Afrique de l'Est est particulièrement exposée à ces risques climatiques [13]. En effet, cette région apparaît très sensible au changement climatique puisqu'elle dépend très largement du secteur agricole, avec plus de 80% de sa population impliquée dans la culture céréalière et la gestion de bétail [14]. Le manque de diversité économique rend la région d'autant plus dépendante des évolutions

climatiques des années à venir. La conséquence directe de cette large spécialisation pour le secteur agricole est le besoin de terre fertile. En Afrique de l'Est, près de 70% du territoire est composé de terres arides et semi-arides [15]. Ces terres, dont les rendements agricoles sont faibles, sont largement menacées par l'extraction des ressources naturelles, de la dégradation des sols, de la déforestation et de la désertification qui réduit sa fertilité.

Les effets du changement climatique dans la région sont incertains, et les prédictions de précipitation varient largement d'un pays à un autre. Les experts travaillant sur la question restent prudents quant à affirmer si la région sera plus sèche ou humide dans les années à venir.

Cependant, tous s'accordent pour affirmer que les événements climatiques extrêmes vont augmenter largement [16]. Les événements climatiques extrêmes correspondent à des variations inhabituelles du climat provoquant des effets dévastateurs pour les populations et infrastructures. En effet, ils résultent en des changements brutaux de conditions climatiques, pouvant prendre la forme d'inondations, de sécheresse, de typhons, cyclones et autres.

— “

CETTE AUGMENTATION DE
TEMPÉRATURE, AJOUTÉE AUX
MANQUES DE PRÉCIPITATIONS,
AFFECTENT LARGEMENT LA CORNE DE
L'AFRIQUE ET MENACE LA RÉGION.

— ”

La préoccupation principale pour la région réside dans l'augmentation de ces événements climatiques extrêmes. Les déplacements liés aux désastres naturels sont en large augmentation ces dernières années et devraient s'aggraver (plus de 3,4 millions de personnes déplacées du fait de désastres naturels en Afrique sub-Saharienne en 2019) [17]. La situation est d'autant plus inquiétante que ces déplacements s'ajoutent aux 19 millions de déplacé-e-s internes en Afrique Subsaharienne (19,2) [18].

Les experts alertent sur la nécessité d'agir en prévention face à ces événements. La température de la région est en constante augmentation. Depuis 1980, les parties équatoriales et sud de la région ont observé une augmentation de leurs températures [19]. Les 12 dernières années, la Corne de l'Afrique fut frappée

par de sévères sécheresses, notamment en 2009 et 2011 au Kenya ou plus largement en Éthiopie, Somalie et Kenya en 2017 [20]. Cette augmentation de température, ajoutée aux manques de précipitation affectent largement la Corne de l'Afrique et menace la région. En 2016, la région a en effet seulement reçu un quart des précipitations prévues entre octobre et décembre [21].

L'augmentation de ces phénomènes climatiques dits extrêmes apparaît préoccupante. Ils semblent que ces événements climatiques ont un lien avec les mouvements de populations, les déplacé-e-s, et l'aggravation de leurs situations de vulnérabilité. **La compréhension de l'interconnexion entre changement climatique, conflit et migration est cruciale ici pour saisir l'ampleur du problème.**



II/ COMPRÉHENSION THÉORIQUE DE L'INTERCONNEXION ENTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONFLIT ET MIGRATION

En raison du nombre de déplacé-e-s du fait de désastres naturels (3,4 millions), la question des migrations et de l'augmentation du nombre de déplacé-e-s dans la région de la Corne Africaine semble connectée à la question du changement climatique et à son effet sur l'accès à des ressources naturelles essentielles à la survie des populations.

Autour d'une étude publiée en 2016, Malin Mobjörk et Sebastian Van Baalen démontre le lien croissant entre conflits autour de ressources naturelles et spécifiquement autour de la disponibilité de l'eau, de la terre et des zones de pâturages [22]. Dans un contexte de changement climatique et d'augmentation des récurrences de désastres naturels et événements climatiques extrêmes, la compétition autour de ces ressources devient un enjeu majeur. Sur la période 1989-2016, **l'étude met l'accent sur l'impact qu'ont eu les événements climatiques dans la région. Elle élabore cinq voies causales rendant compte de l'interconnexion entre, changement climatique, conflit et par répercussion, migration** [23].

Dans le contexte de ce rapport, c'est l'impact sur la mobilité humaine qui nous intéresse tout particulièrement. C'est pour cela que nous insisterons sur trois des cinq voies causales dans leur lien avec la migration.

L'une des voies causales (i) met en **exergue le changement dans les mouvements migratoires des éleveurs nomades du fait du réchauffement climatique et son implication sur les conflits locaux.** Alors que les éleveurs représentent une très importante partie de la population de la région, le manque de ressources

en eau et pâturage pousse ces derniers à devoir changer de routes migratoires. Ces voies migratoires traditionnelles sont généralement établies par des ententes et accords entre populations locales. **Dans un contexte de pénurie croissante de ressources pour leur bétail, les éleveurs migrent plus loin et empiètent parfois sur des terres, enfraignant des mécanismes de résolution de conflit,** et provoquant ainsi des tensions voire des conflits violents [24].

De même, (ii) **les évènements climatiques extrêmes et désastres naturels de plus en plus fréquents poussent les populations à migrer.** En effet, les conditions climatiques ont un impact sur les récoltes, biens et habitations des populations. Dans un contexte d'inondations, de sécheresse ou même de cyclones, ces derniers se voient forcés de migrer, vers une autre terre, qui, elle aussi sera largement convoitée. Le changement climatique ici agit comme un facteur de stress supplémentaire. Face à des migrations plus importantes et soudaines, le peu de ressources des terres d'accueil est sujet à des tensions. Cette situation mène à des conflits, tensions et parfois à des seconds déplacements pour ces populations vulnérables [25].

La perte des biens, récoltes et terres arables (iii) est également une voie causale majeure de migration. L'impact du changement climatique sur la fertilité et le rendement des terres est au cœur de la problématique de sécurité alimentaire et de détresse économique. Ces situations entraînent la perte de bétail, soit du fait des conditions climatiques trop difficiles, soit dans des vols de bétail menant à des conflits violents [26].

Ajouté à cette importante étude, l'ancien représentant des Nations Unies pour les Droits de l'Homme des déplacé-e-s internes, **Walter Kälin en coopération avec la conseillère juridique pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Nina Schrepfer a produit un travail important pour la compréhension du nexus climat-migration.** Basé sur la définition apportée par la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) et des apports du Panel Intergouvernemental sur le changement climatique, **le lien entre mouvement de populations et changement climatique est associé à quatre facteurs majeurs** : 1) la réduction des ressources en eau disponible, 2) la baisse des rendements agricoles, 3) les risques d'inondations, et 4) l'impact global négatif sur la santé [27]. Ces facteurs font écho à une interconnexion profonde entre climat, sécurité alimentaire et vulnérabilité.

La question du changement climatique pose toujours un problème théorique quant à sa causalité directe ou indirecte. Il est difficile d'isoler les phénomènes climatiques et leurs conséquences directes sur les mouvements de population.

En revanche, l'inter-causalité devient de plus en plus évidente et récurrente à mesure que les événements climatiques extrêmes apparaissent.

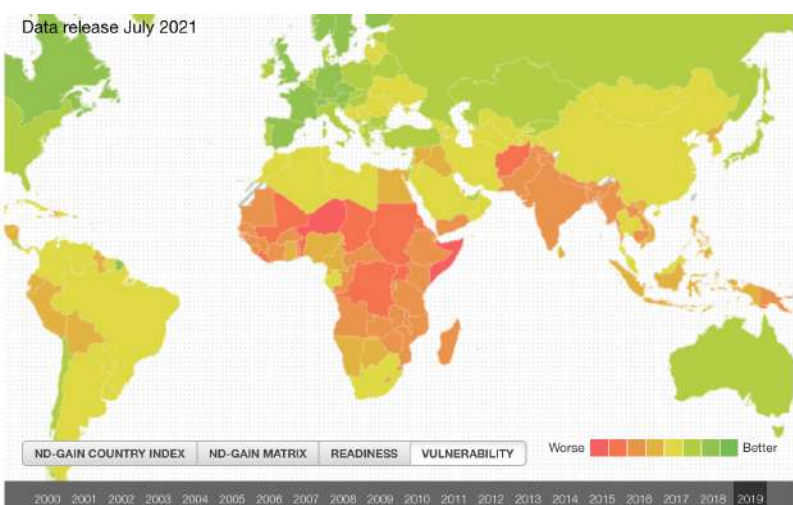
“

LES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX POUSSANT À LA MIGRATION SONT INTERCONNECTÉS AVEC DES CONTEXTES SÉCURITAIRES, DÉMOGRAPHIQUES, SANITAIRES, DE TENSIONS AUTOUR DE RESSOURCES ET DE CRISE ALIMENTAIRE.

”

La distinction entre les effets progressifs et à long terme du changement climatique et ceux des désastres naturels soudains rend la classification d'autant plus difficile. De même, les facteurs environnementaux poussant à la migration sont interconnectés avec des contextes sécuritaires, démographiques, sanitaires, de tensions autour de ressources et de crise alimentaire. **L'interconnexion de ces facteurs et leurs caractères de renforcements mutuels rend le phénomène parfois difficile à analyser** [28].

L'interconnexion théorique ci-dessus décrite peut être observée dans la région de la Corne de l'Afrique. C'est dans ce but que nous allons nous attarder sur la part des migrations de la région qui sont dues aux effets du changement climatique.



III/ MIGRATIONS EN AFRIQUE DE L'EST : LA PART DES DÉPLACEMENTS CLIMATIQUES EN AUGMENTATION

La mobilité humaine sur le continent découle de multiples facteurs. En 2019, les conflits armés étaient la principale cause des déplacements et migrations. En effet, en Afrique Subsaharienne, ce sont plus de 4,6 millions de personnes qui furent contraintes de migrer en raison de conflits en 2019 [29]. Un chiffre qui reste supérieur à ceux des déplacements causés par les désastres naturels précédemment exposés (3,4 millions) [30].



PHOTO ©: DUNCAN MOORE

Même si ce chiffre est inférieur à ceux dus aux conflits, le nombre de déplacé-e-s du-e-s aux désastres naturels est en constante augmentation depuis 2014. En 2014, le nombre de déplacé-e-s approchait alors les 700 000 [31]. Une des causes principales réside dans les fortes pluies inhabituelles qui ont frappé de nombreux pays du continent ces dernières années, en particulier dans l'Est de l'Afrique et la Corne africaine [32]. **En effet, cumulés aux différents facteurs de déplacement déjà connus (conflits, instabilité politique, pauvreté, tensions ethniques, etc.), les événements climatiques extrêmes ont poussé davantage de personnes à migrer en 2019.**

En 2019, les désastres naturels sont jugés responsables de près d'un demi-million de nouveaux déplacements (479 000) en Afrique de l'Est. Rien que dans la première moitié de 2020, ce sont plus de 514 000 nouveaux déplacements qui furent causés par des désastres naturels [33].

La région est-africaine a connu sa saison la plus humide depuis plus de 40 ans avec des pluies fortes causant des inondations dévastatrices le long du bassin du Nil Blanc.

Ces événements climatiques conséquents favorisent la destruction d'infrastructures, d'habitations et de sources de revenus essentielles pour des populations déjà fragilisées (terres agricoles, bétail, outils, etc.). Ils entraînent des migrations forcées, car les populations concernées se retrouvent alors sans moyen de subsistance ou d'habitation.

Ces migrations s'ajoutent à celles déjà causées par les conflits, provoquant parfois des seconds déplacements et aggravant la vulnérabilité des populations. À titre d'exemple, en 2019, le Mozambique fut frappé par des cyclones (Idai et Kenneth) provoquant des centaines de milliers de déplacé-e-s et causant la destruction d'infrastructures et de récoltes essentielles [34]. Les fortes inondations qui ont frappé l'Afrique de l'Est ont particulièrement affecté l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, provoquant des déplacements importants, mais également permis l'invasion de sauterelles détruisant largement les récoltes de la région, aggravant la situation d'insécurité alimentaire [35].

“ LE NOMBRE DE DÉPLACÉ-E-S
DU-E-S AUX DÉSASTRES NATURELS EST
EN CONSTANTE AUGMENTATION
DEPUIS 2014. ”



En 2019, on observait une baisse générale du nombre de déplacé-e-s internes en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, signe que la paix et la sécurité constituent une cause centrale de déplacement et que « les migrants se sentent en sécurité pour rentrer chez eux », comme l'a déclaré Mohammed Abdiker, Directeur régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique [36]. Cependant, le caractère instable de la région laisse ces tendances incertaines. Alors que les crises électorales et sanitaires relatives au COVID-19 réapparaissent en 2020, ces chiffres sont amenés à évoluer.

Malgré la diminution générale du nombre de déplacé-e-s internes dans la région, le rapport *Region on the Move* a montré que **les nouveaux déplacements en 2019 continuaient d'être déclenchés en grande partie par des risques climatiques et environnementaux** [37].

Parmi ces risques figurait une grave sécheresse prolongée dans la région de la Corne de l'Afrique qui a eu un impact sur la sécurité alimentaire essentiellement dans certaines régions de Somalie, au Nord du Kenya, au Sud-est de l'Éthiopie, au nord de l'Ouganda et à Djibouti [38].

Comme souligné précédemment, une large partie de la population de la région est orientée vers le secteur agricole et de l'élevage. La recrudescence des événements climatiques a des conséquences néfastes sur ces populations. Les éleveurs sont les premiers affectés. Le changement climatique altère la gestion du bétail et des rendements agricoles.

En 2017, une analyse conjointe entre l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) démontrait que plus de 10 000 bétails avaient été affectés par ces changements, notamment les bovins et brebis,

menaçant gravement les éleveurs de la région [39]. Le rapport démontre également que plus de 85% du bétail franchissaient des zones transfrontalières, représentant environ 380 000 éleveurs [40]. Ces mouvements transfrontaliers ne sont pas nouveaux.

Cependant, comme décrit précédemment par l'intermédiaire des voies causales, le changement climatique modifie les routes traditionnelles, allonge les distances et altère les mécanismes de résolutions de conflits mis en place autour de la gestion des terres [41].

Du fait de l'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes, les éleveurs sont sujets à des vulnérabilités croissantes, puisque leurs mouvements migratoires sont largement définis par la présence ou l'absence de point d'eau et de terres fertiles pour leur bétail [42].

La migration est fortement associée à une tradition intergénérationnelle. En effet, les migrant-e-s empruntent de préférence des routes préexistantes pour gagner un lieu où ils ont de la famille, des contacts, des liens historiques ou autres [43].

Face à une recrudescence des événements climatiques soudains tels que les inondations, les sécheresses, tempêtes et typhons, ce sont ces mécanismes mêmes qui sont remis en cause et engendrent une modification des comportements de migrations et, par cela, altèrent l'équilibre social et économique des pays y étant confrontés [44].

Une fois encore, il est important de souligner que ces mouvements migratoires ne sont pas nouveaux. Ils sont propres aux modes de vie nomades ou semi-nomades des éleveurs de la région. **La migration est et a toujours été un important mécanisme d'adaptation aux contraintes climatiques.** Les sociétés pastorales ont toujours usé de la mobilité comme facteur de résilience en se déplaçant avec leurs animaux, passant d'un point d'eau à des terres de pâturage afin d'échapper aux conditions de sécheresse [45].

Cependant, la récurrence croissante des événements climatiques extrêmes est un facteur central dans l'augmentation des déplacements et n'est plus seulement le fait d'un mode de vie nomade, mais plutôt une réponse à un environnement toujours plus menacé et altéré par les changements climatiques.

La modification des migrations pastorales entraîne des tensions sociales, économiques et écologiques. La situation alarmante pour les éleveurs s'ajoute ainsi à une vulnérabilité croissante pour les agriculteurs. Plus encore, les tensions autour de ressources décroissantes les menacent fortement. Dans ces conditions, ils sont la proie de pillages et de destructions de leurs terres [46].

Pour comprendre davantage ce lien entre changement climatique et migration, il est essentiel de s'attarder sur certains pays de la région pour y observer les liens de causalité.

PHOTO ©: CLÉMENT IRAOLA



IV/ ÉTUDES DE CAS : COMMENT S'OBSERVE LE NEXUS ENTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MIGRATION DE MANIÈRE CONCRÈTE ?

ÉTUDE DE CAS N°1 :

La Somalie, un État aux multiples facteurs de vulnérabilité, aggravés par des événements climatiques extrêmes



La Somalie est un pays de la Corne Africaine sévèrement affecté par une guerre civile et des conflits armés. Il constitue un foyer de déplacé-e-s internes important (près de 2,5 millions en juillet 2020) [47]. **Alors que la guerre civile commençait il y a près de 30 ans, le pays est également vulnérable au changement climatique. En effet, le pays connaît un nombre croissant d'évènements climatiques extrêmes.** Les événements climatiques les plus importants et de plus en plus récurrents sont les épisodes de sécheresses et d'inondations. De même, des tempêtes de sables, vagues de chaleur, cyclones représentent une menace importante pour les populations. Depuis 1991, le pays a connu une augmentation constante de ses températures moyennes. Les prévisions futures établissent une augmentation entre 3,2°C à 4,3°C d'ici à 2100, une augmentation qui aura des conséquences néfastes pour la sécurité alimentaire du pays, déjà fragilisée [48].

Le changement climatique, responsable du changement dans les saisons

La Somalie possède quatre saisons. Deux pluvieuses (gu and deyr) et deux sèches (jiilaal and haggaa). La saison Gu' est la saison des pluies la plus importante en termes de quantité d'eau et d'apport pour les cultures et bétail. Environ 75% de

la quantité de pluie annuelle se réalise durant cette saison. Elle débute autour de mars, avril [49].

Le changement climatique, et l'occurrence des événements climatiques extrêmes altèrent largement la prédictibilité des saisons. Ces épisodes climatiques rendent les populations plus vulnérables puisque majoritairement nomades et dépendantes de la quantité et de la régularité des pluies. En effet, près de 60% de la population est engagée dans le pastoralisme ou dans l'agriculture, deux secteurs dépendants des pluies et dont plus de 94% d'entre eux sont considérés comme pauvres [50].

Ces dernières années ont été marquées par des saisons pluvieuses inhabituelles, imprévisibles, affectant ainsi gravement la population. En 2019, la saison pluvieuse Gu' (avril-juin) était une seconde fois inférieure à la moyenne. La saison Deyr (octobre-décembre) était également insuffisante, comme la saison Jilaal, qui fut inhabituellement sèche cette même année (janvier-mars). La Somalie est constituée de terres arides et semi-arides pour plus de 80% de son territoire [51]. Ces terres sont sujettes à la sécheresse, à des hautes températures et à un manque de pluie. Majoritairement, son relief est composé de plateaux, plaines et de régions montagneuses. Seulement 13% de son territoire est adapté à la culture [52].

Prenant l'évolution depuis 2014, la saison pluvieuse Gu' a été largement en dessous de la moyenne que connaît habituellement le pays (sauf en 2018).

En conséquence, **depuis 2014, les nouveaux déplacements en lien avec des désastres naturels au sein du pays sont en augmentation constante et exponentielle.** En effet, passant de 36 000 déplacé-e-s en 2014, pour atteindre 899 000 en 2017, 547 000 en 2018 et 479 000 en 2019 [53]. En avril 2018 par exemple, des inondations ont frappé 9 régions du pays, et engendré près de 300 000 déplacé-e-s internes (289 000) [54].

Les événements climatiques extrêmes, source d'une vulnérabilité croissante

L'interconnexion entre migration et climat s'observe de manière significative dans le pays. En effet, l'occurrence d'événements climatiques extrêmes est corrélée à l'augmentation du nombre de déplacé-e-s internes. C'est le cas en 2017, où des sécheresses majeures et prolongées ont frappé le pays et où le nombre de déplacé-e-s a presque atteint les 900 000 selon l'Internal Displacement Monitoring Center (organe de l'ONG internationale Norwegian Refugee Council) [55]. Ces événements climatiques extrêmes ont des effets sur les populations fragiles. Les éleveurs par exemple sont contraints de migrer avec leur bétail et les fermiers contraints d'abandonner leurs terres désormais non-fertiles. Les migrations et déplacements forcés causés par ces événements climatiques sont largement liés à la destruction des cultures et/ou habitations qui sont toutes deux sources de revenus pour les populations. **N'ayant d'autre choix que de migrer certains devront trouver une autre activité économique, augmentant les risques de rejoindre un camp de réfugié-e-s par manque de ressources pour survivre.** Ce fut

notamment le cas après de fortes sécheresses, comme en 2011, où plus de 140 000 réfugié-e-s somalien-ne-s sont entré-e-s dans le camp de Dadaab, à la frontière kenyanne [56]. Selon le Protection Return and Monitoring Network (PRMN), rien qu'en juillet 2019, ce sont plus de 52 000 somalien-ne-s qui se sont rendus dans des camps de réfugié-e-s suite à des sécheresses fortes ayant détruits leurs moyens de subsistance (terres, bétails, accès à des points d'eau) [57].

Quand les épisodes d'inondations extrêmes se déroulent, ce sont des villages entiers qui sont détruits, réduisant l'accès à l'électricité et l'eau, l'accès à un toit et une protection. Selon le Ministère des Affaires et de la gestion des Désastres Naturels de la Somalie, ce sont près de 1 million de personnes qui ont été déplacées du fait d'épisodes de sécheresses de 2017 [58]. Plus largement, il est estimé que près de 6,7 millions de personnes ont été plus ou moins affectées par la période de sécheresse qui a sévit entre novembre 2016 et décembre 2017 [59].

Ces événements climatiques extrêmes ont des conséquences désastreuses pour la sécurité alimentaire du pays. Ajouté à un contexte de faible gouvernance et à des manques d'infrastructures notamment en eau ou en soin, la population est largement fragilisée. Ces événements climatiques, tels que les sécheresses longues, ont des effets économiques qui tendent à accroître le prix local des produits alimentaires [60].

La conséquence sécuritaire des événements climatiques en augmentation

L'interconnexion entre le changement climatique, les conflits et les déplacements prend ici tout son sens et démontre une fragilité croissante des populations.

En effet, les mouvements migratoires causés par ces événements climatiques extrêmes est source de tension et de stress. Dans un climat de pénuries de ressources, de terre et d'eau, l'arrivée de nouvelles populations ayant fui des catastrophes naturelles peut amener à des violences et tensions. La vulnérabilité des femmes déplacées ainsi que des enfants va aussi en augmentant. Les femmes sont en proie à des violences et les enfants font parfois l'objet de recrutement dans les camps de réfugié-e-s par les groupes armés (i.e. Al Shabbab) [61].

En mai 2020, dans un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'OCHA, la saison des pluies GU' a provoqué la mort de 16 personnes, affecté près de 550 000 et déplacé plus de 216 000 autres [62]. Les déplacements résultant de ces événements se traduisent par une forte augmentation du nombre de réfugié-e-s dans les camps (i.e. camp de Dadaab) [63].

L'activité des groupes armés et certaines rivalités ethniques conduisent à l'élaboration de stratégies de contrôle des ressources en eau (destruction d'infrastructures, blocage d'accès à des rivières ou points d'eau [64]. Les groupes armés usent notamment de la perte de revenus économiques des populations locales (rendements agricoles, bétail, infrastructure, etc.) pour accroître leurs politiques de recrutement. Dans ces contextes de violence et de rivalité entre groupes armés, la sécheresse accélère parfois les tensions autour de ressources décroissantes, poussant à la fois des éleveurs ou agriculteurs à se rendre dans des camps après de multiples pillages [65].

La réponse étatique

La réponse institutionnelle et politique à ces événements permet de rendre compte de l'ampleur du problème lié au changement climatique. La part des déplacé-e-s internes est

encore largement causée par la dureté des conflits. En 2019, ce sont près de 200 000 personnes qui étaient nouvellement déplacées (188 000) [66]. **Comprendre les déplacements internes reste une véritable problématique, puisqu'il est difficile d'isoler les conditions de départ à l'un des vecteurs seulement. Cependant, la part des déplacé-e-s internes à la suite d'événements climatiques extrêmes est très clairement en augmentation.** Les politiques d'adaptations climatiques somaliennes sont largement supportées par des organisations internationales, mais aussi par la société civile très active dans le pays.

Au niveau fédéral, le directeur général de la question environnementale agit comme un point focal dans la coordination des politiques climatiques [67]. Le Premier ministre formule des politiques nationales d'adaptation environnementales, aidé par le Ministère de la Planification et de la Coordination Internationale chargé d'assurer la pérennité des programmes. Enfin, le Ministère des Affaires Humanitaires et de la Gestion des Désastres Naturels prend part au plan d'adaptation nationaux (NAP). La Somalie a mis en place un plan de réponse aux sécheresses : le 'Drought Impact Response Plan' (DIRP). Celui-ci a pour objectif d'endiguer les effets néfastes des épisodes de sécheresses sur les populations et d'agir sur les migrations internes qui augmentent. Un centre de coordination d'action contre la sécheresse a également été mis en place [68].

Malgré la mise en place de politiques plus concrètes et conscientes du risque climatique, on observe de sérieux problèmes quant à la mise en place pratique des politiques au niveau local, notamment un manque de coordination et de conseil, de même qu'un manque important dans la répartition et l'allocation des ressources capacitaires [69].

Ces difficultés s'observent aussi largement du fait d'un contexte de tensions politiques entre gouvernement fédéral et entités fédérées. **De même, les missions Onusiennes en places dans le pays (UNSOM) sont parfois altérées par les effets du changement climatique.** Certains accords de représentation politique et de partage de pouvoir à l'échelle locale s'organisent autour des questions claniques ou ethniques.

Cependant, dans un contexte de changement climatique constant, les flux de migrant-e-s et déplacé-e-s internes modifient la cohérence et la faisabilité de ces accords. Le fort exode des populations rurales vers les zones urbaines en est pour principale cause et vient notamment de la perte de terres fertiles et de récoltes suffisantes pour les agriculteur-rice-s et éleveur-euse-s somalien-ne-s. [70]



ÉTUDE DE CAS N°2 :

L'Éthiopie, un territoire et une population lourdement affectés par les conséquences du changement climatique

L'Éthiopie figure parmi les pays de la région les plus touchés par le changement climatique, son impact sur les migrations est parmi les plus préoccupants. À l'instar du précédent pays étudié, l'Éthiopie requiert une attention particulière. **En 2019, ce sont plus de 390 000 personnes qui furent déplacées par des désastres naturels** [71].

En 2018, le nombre de déplacé-e-s internes atteignait les 2,9 millions de personnes [72]. La fragilité de ces populations forcées de migrer provient de multiples facteurs sociaux, économiques, ethniques, climatiques et sécuritaires.

En effet, dans un pays au fédéralisme ethnique bien ancré, les tensions sont nombreuses, notamment avec des régions autonomistes qui poussent à la séparation avec l'État fédéral. Dans un contexte de croissance démographique important, les tensions autour de ressources naturelles telles que la nourriture et l'eau augmentent [73]. En effet, l'Éthiopie est lourdement frappée par des conflits poussant les populations affectées à se déplacer (plus de 1 million en 2019) [74]. L'urbanisation exponentielle,

couplée à un manque capacitaire gouvernemental pour fournir équitablement (particulièrement dans les zones rurales) un accès aux biens primaires, accélère les tensions dans le pays [75].

Le fort nombre de déplacé-e-s internes dans le pays provient de l'accumulation de ces facteurs de vulnérabilité : tensions politiques et ethniques, manque de services basiques, tensions autour de la gestion des ressources naturelles, etc [76]. C'est dans ce contexte difficile que le changement climatique apparaît comme une source de vulnérabilité supplémentaire.

En 2016, selon l'index ND-Gain, l'Éthiopie figurait parmi les 20 pays les plus vulnérables aux changement climatique (163/181) [77]. Dans un pays de près de 110 millions d'habitant-e-s, la dépendance au secteur agricole reste la préoccupation majeure. En effet, près de 85% de la population est engagée dans l'agriculture ou dans l'élevage [78]. De par cette absence de diversification économique, les événements climatiques ont un impact profond pour toute la société éthiopienne.

— “

LE PAYS EST CONSIDÉRÉ COMME À HAUT RISQUE DE SÉCHERESSE, SE POSITIONNANT AU 5ÈME RANG SUR 184 PAYS [79].

” —

La croissante récurrence d'évènements climatiques désastreux met en péril la source première de revenus des populations et nuit à la capacité des populations à s'adapter. Le pays est considéré comme à haut risque de sécheresse, se positionnant au 5ème rang sur 184 pays [79].

L'imprédictibilité des pluies rendent d'autant plus le pays et sa population vulnérable. En termes de risques d'inondation, l'Éthiopie se positionnait à la 34ème position sur 162 pays, démontrant sa fragilité importante, notamment vis-à-vis de glissements de terrains dévastateurs [80]. **Ces déplacements internes surviennent alors à la suite de perte de terres, détruites par les évènements climatiques désastreux, ou encore des pertes d'habitations.**

Dans ces conditions d'extrêmes vulnérabilités aux événements climatiques, le lien entre changement climatique et augmentation des réfugié-e-s et déplacé-e-s vulnérables est visible dans le pays. **Dans le Sud Est du pays, dans la région Somalie, ce sont plus de 504 000 personnes qui furent déplacées en 2019. La plupart de ces déplacements sont associés à l'occurrence de sécheresse ou d'inondations** [81].

Le pays est depuis longtemps déjà sensible aux évènements climatiques extrêmes. Entre 1900 et 2011, ce sont plus de 12 sécheresses extrêmes qui ont été recensées [82]. Ces sécheresses ont des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité de la population. Selon le rapport du Ministère des Affaires Etrangères Néerlandais, ce sont plus de 400 000 personnes qui sont mortes de ces événements, et

plus de 54 millions affectées [83]. Rien qu'en 2015, le pays a été frappé par une sécheresse sévère accélérée par le phénomène climatique El Nino, causant des pertes agricoles et en bétail importantes [84]. Les sécheresses ne sont pas les seules responsables de cette vulnérabilité, puisque le pays recense plus de 47 inondations majeures depuis 1900 [85].

L'augmentation continue des températures, couplée à une imprévisibilité des pluies, rend la survie des populations dépendantes de l'agriculture ou de l'élevage de plus en plus difficile, les poussant au départ. Le manque d'eau et de nourriture pour leur bétail amène à des changements de routes migratoires, la perte de bétails ou encore une baisse des prix, aggravant les risques pour ces populations. **Ces évolutions provoquent une urbanisation croissante dans le pays, puisque cherchant des sources de revenus alternatives. Ces mouvements de populations vers la ville contribuent à l'établissement d'habitations informelles où les déplacé-e-s vivent dans des conditions difficiles** [86].

“

L'AUGMENTATION CONTINUE DES TEMPÉRATURES, COUPLÉE À UNE IMPRÉVISIBILITÉ DES PLUIES, REND LA SURVIE DES POPULATIONS DÉPENDANTES DE L'AGRICULTURE OU DE L'ÉLEVAGE DE PLUS EN PLUS DIFFICILE, LES POUSSANT AU DÉPART.

”

Selon les prédictions futures, l'Éthiopie continuera de devoir absorber toujours plus de déplacements internes si les causes même de ces migrations ne sont pas traitées, à savoir l'adaptation aux risques climatiques, ainsi que les facteurs de conflits [87].

Le nombre très élevé de déplacé-e-s internes est une préoccupation majeure pour le pays. Depuis 2018, certaines initiatives tentent de répondre à ce phénomène.

En partenariat avec l'ONU et la communauté internationale, le gouvernement a poussé à la création de l'Initiative de Solutions Durables (DSI) [88]. Cette réglementation vise à contribuer à soutenir les déplacé-e-s internes dans leur prise en charge. En 2018, le Ministre Abiy Ahmed créait également le Ministère de la Paix, afin de venir à bout des conflits intercommunautaires et, par cela, de contribuer à endiguer les déplacements internes [89]. Un groupe spécifique fut dédié au traitement des déplacé-e-s internes, entre la région Somali et celle d'Oromia [90]. En 2019, Le Ministère de la paix a notamment présenté un plan stratégique sous l'appellation de Commission Nationale de Management des Risques de Désastres Naturels (NDRMC) [91].

Pourtant, ces politiques restent insuffisantes et parfois critiquées pour leur manque de compréhension des causes de déplacements et des difficultés que peuvent provoquer un retour prématuré.

La gestion des déplacé-e-s internes reste encore insuffisante. Alors que le changement climatique est bien reconnu comme cause de désastres naturels, et source de déplacements, la mise en pratique de politiques de prévention du départ peinent à voir le jour [92].

La question reste maintenant à savoir quelles conséquences le changement climatique engendre sur les migrant-e-s, réfugié-e-s. En effet, il est essentiel de voir l'impact que celui-ci provoque sur la gestion des camps, et les conditions de vie des populations déplacées.



PHOTO ©: DUNCAN MOORE

V/ CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES CAMPS ; QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES POPULATIONS DANS LES CAMPS ?

Les déplacements forcés dus aux désastres climatiques qui frappent la région de la Corne de l'Afrique poussent de nombreuses personnes à partir. Ces départs résultent en l'augmentation du nombre de réfugié-e-s. En effet, certains s'orienteront vers un camp de réfugiés afin de pouvoir subvenir à leurs besoins.

En 2020, selon le bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ce sont près de **10,8 millions de personnes qui étaient déplacées dans la région. Parmi ces déplacements forcés, près de 8,1 millions étaient des déplacé-e-s internes et plus de 2,7 millions de réfugié-e-s dont plus de 2,1 dans des camps** [93]. Alors même que les conditions de départs sont déjà difficiles pour ces populations, beaucoup se retrouvent confrontées à une double peine une fois arrivées dans les camps des réfugié-e-s et subissent une nouvelle fois les effets du changement climatique.

Dans les camps, les événements climatiques désastreux tels que les inondations, sécheresses ou tempêtes aggravent des conditions de vie souvent précaires. Les habitations de fortune, souvent peu solides et insalubres dans les camps sont fragiles et ne résistent pas à ces événements climatiques [94]. On note ainsi que cette vulnérabilité aux risques climatiques est largement corrélée à la fragilité des abris qui sont offerts aux réfugié-e-s dans les camps (construits majoritairement en plastique, bois ou tôle). Les catastrophes naturelles engendrent alors parfois des déplacements secondaires, une exposition accrue aux maladies,

de la violence et la perte de ressources déjà insuffisantes [95]. Ce fut le cas au Sud Soudan, dans la région du Maban où un camp fut frappé par de très fortes inondations, détruisant les infrastructures [96].

Les études de l'UNHCR en 2015 démontraient déjà la grande propension des camps affectés par des désastres naturels. En effet, plus de 150 désastres naturels ont été observés dans plus de 16 pays entre 2013 et 2014. Ces désastres naturels prennent la forme d'inondations, glissements de terrains, tempêtes sévères, sécheresses, incendies, etc. Ces événements ont affecté plus de 380 000 personnes. Parmi les 3,2 millions de réfugié-e-s résidents en camp au sein des pays de l'étude, plus de 200 000 ont été affecté-e-s par les désastres naturels, et plus de 100 000 déplacé-e-s rien qu'en 2014 [97]. Ce fut le cas en Éthiopie, dans le camp de Tierkidi où en 2014, les fortes pluies ont causé de dégâts importants tel quel des glissements de terrain [98].

“

ON NOTE AINSI QUE CETTE VULNÉRABILITÉ AUX RISQUES CLIMATIQUES EST LARGEMENT CORRÉLÉE À LA FRAGILITÉ DES ABRIS QUI SONT OFFERTS AUX RÉFUGIÉ-E-S DANS LES CAMPS (CONSTRUITS MAJORITAIREMENT EN PLASTIQUE, BOIS OU TÔLE).

”

Ces camps de réfugié-e-s pour beaucoup sont établis pour répondre à des situations d'urgences. Ceci engendrant une nécessité d'agir rapidement, aux dépens de certains aspects pratiques de l'établissement du camp. **En effet, certains camps sont établis dans des zones peu adaptées à l'installation humaine, résultant en une vulnérabilité importante aux événements climatiques.** C'est le cas au Rwanda où certains camps du Nord du pays ont été construits sur des zones à risques, sensibles aux glissements de terrain par exemple. Le camp de Gihembe en est aussi un exemple frappant. La perte de végétation et la dégradation des sols a causé des glissements de terrain et inondations causant des morts, ainsi que la destruction d'infrastructures [99].



De même, certains camps sont en proie à certaines vulnérabilités du fait de leur localisation, éloignés de toutes infrastructures tels que des routes et zones urbaines. Ceci peut avoir des conséquences dramatiques lorsque des événements climatiques apparaissent. Ce fut le cas par exemple en 2014 dans le camp de Leitchuor en Éthiopie où pendant plus d'un mois, plus de 47 000 réfugié-e-s furent coupé-e-s du reste du monde du fait d'inondations ayant endommagé la seule route accessible [100]. Dans ce contexte, l'aide humanitaire doit être fournie par avion ou bateau, augmentant largement les coûts et la logistique. **Dans ces conditions, les réfugié-e-s, déjà privé-e-s de ressources, se voient d'autant plus affecté-e-s par ces effets climatiques.**

Associés à des situations de fragilité et des contextes politiques instables, les désastres naturels tels que les sécheresses mènent à une plus grande compétitivité pour le partage de ressources, et ce aussi dans les camps.

C'est le cas de ressources telles que le bois ou l'eau, fragilisant une fois encore la sécurité des personnes réfugiées. Les violences et conflits découlant de ces événements aggravent une situation déjà précaire pour les populations concernées [101].

La vulnérabilité est encore plus accrue pour les femmes, qui sont exposées à un risque important de violences sexuelles dans les camps. Le changement climatique et l'impact qu'il a sur la disponibilité des ressources pousse les femmes à sortir pour collecter de l'eau, de la nourriture ou du carburant. Selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), dans 8 foyers sur 10, les femmes et filles sont en charge d'aller chercher ces denrées, et sont largement exposées à ces risques de violences sexuelles [102].

Alors que la crise de Darfour fut considérée comme l'une des premières crises climatiques ayant des implications concrètes sur la sécurité et les migrations humaines, dans les camps de réfugié-e-s de l'Ouest et du Sud de Darfour, 82% des femmes ayant été victimes de viols en 2005 déclaraient être en chemin pour collecter de l'eau ou dans d'autres tâches domestiques [103].

En outre, selon une étude des Nations Unies pour l'Environnement, les risques de trafic d'êtres humains (et spécifiquement de femmes) augmentent de près de 20 à 30% dans des contextes de déplacements après des désastres naturels. [104] La surpopulation des camps rend les femmes et filles plus exposées à ces risques [105].

D'autres problématiques s'ajoutent aux conditions de vies difficiles des réfugié-e-s dans les camps, notamment celle de l'accès à l'électricité. Dans la région, les événements climatiques exposés ci-dessus telles que les inondations ou tempêtes ont des effets aggravant sur le manque d'électricité. **Ces problématiques ont un double effet : celui d'une aggravation des conditions de vies des réfugié-e-s, mais aussi un effet environnemental.**



PHOTO ©: CLÉMENT IRAOLA

En effet, ils mènent à des conséquences désastreuses pour l'environnement, forçant les réfugié-e-s à utiliser du bois pour leurs besoins primaires, accélérant à nouveau la déforestation des zones environnantes. En 2019, des conflits avaient éclaté dans le camp de Bidi Bidi au Nord de l'Ouganda entre populations locales et réfugiés autour de la gestion de ressources naturelles telles que le bois [106]. Cette situation n'est pas singulière: l'UNHCR reportait déjà en 2014 des tensions autour de l'utilisation du bois, menant à la déforestation des zones environnantes du camp de Kiziba au Rwanda [107].

Un cercle vicieux s'enclenche, puisque sous l'effet de la déforestation, les terres s'assèchent plus rapidement et deviennent moins fertiles. Ce cercle vicieux a pour conséquence de rendre les réfugié-e-s en camps, encore plus dépendant d'une aide humanitaire extérieure.

Le changement climatique a également des effets sur la propagation de maladies, et ce, de manière exponentielle dans des camps de réfugié-e-s. Dans la Corne africaine, les longues sécheresses de 2011 par exemple ont mené à l'extension considérable du camp de Dadaab, à la frontière avec la Somalie. En près d'un mois, le nombre de réfugié-e-s dans le camp a dépassé quatre fois sa capacité d'accueil, atteignant plus de 350 000 personnes [108].

Dans ces contextes, le changement climatique et les déplacements de masse qu'il provoque mènent à des situations de surpopulation, de faibles niveaux d'hygiène et contribue à la propagation de virus [109]. Dans le camp de Dadaab, le choléra a durement frappé la population du camp, de même que la shigellose et d'autres maladies dysentériques [110]. En 2012, dans ce même camp, les conditions sanitaires ont également contribué au développement d'un virus d'Hépatite E [111].

Ainsi, le changement climatique et les événements climatiques extrêmes en découlant sont également source de vulnérabilité pour les populations vivant dans des camps de réfugié-e-s.

Afin de lutter contre ces phénomènes climatiques et leurs effets sur les migrations humaines, des politiques publiques sont mises en place. Il s'agit alors de faire un état des lieux des avancées dans le domaine, et ce, à différentes échelles.

VII/ POLITIQUES PUBLIQUES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES IMPACTS SUR LES MIGRATIONS

Face à ces phénomènes climatiques et la vulnérabilité qu'ils provoquent sur les populations, il est essentiel de s'attarder sur la réponse institutionnelle qui est donnée actuellement. À trois échelles différentes (continentale, régionale et nationale), il s'agira de comprendre comment le changement climatique est appréhendé dans les politiques publiques et si son implication sur la vulnérabilité des populations est réellement mesurée.



CONTINENTALE

L'actuelle réponse institutionnelle contre le changement climatique reste encore relativement timide. D'après l'institut de recherche SIPRI, et l'étude de 16 politiques publiques de l'Union Africaine sur l'atténuation et l'adaptation aux risques climatiques, **on observe une attention grandissante à ce sujet et un développement des réponses** [112]. L'Union Africaine apparaît précurseur sur la compréhension des phénomènes climatiques et de leurs impacts sur les déplacements et conflits sur le continent. **Cependant, on constate une déconnexion entre, les discours aux plus hauts niveaux politiques et la mise en œuvre effective ainsi que l'opérationnalisation de ces politiques publiques.**

Le risque climatique figure largement au sein du nexus de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Comme évoqué précédemment, l'agriculture reste un secteur économique majeur sur le continent, et la qualité de vie d'une large partie de la population dépend des conditions

climatiques nécessaires aux rendements agricoles. De nombreux textes ont vu le jour, comme celui du *cadre politique pour le pastoralisme en Afrique* en 2013, ou encore la *stratégie nutrition pour l'Afrique 2015-2025* [113]. Plus récemment, sous la *déclaration de Bamako* de novembre 2019 sur l'accès aux ressources naturelles et aux conflits entre communautés, on constate une prise de conscience accrue de ces interconnexions entre climat, conflits et déplacements [114].

L'accent est mis sur la nécessité d'agir de façon inclusive et avec une pluridisciplinarité entre les secteurs de développement, d'aide humanitaire, de construction de paix et d'adaptation aux changements climatiques.

Depuis 2016, le changement climatique devient un sujet de législation sécuritaire au plus haut niveau de l'Union Africaine (UA). En 2016, la 585ème réunion du Conseil de Paix et Sécurité de l'UA portait sur la fragilité des États, la paix et la sécurité en lien avec le changement

climatique [115]. Ce fut aussi le cas en 2017, avec la 708ème réunion portant sur l'impact des évènements de sécheresses et leur implication sur la sécurité du continent [116]. La 774ème réunion du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA est également un symbole dans la compréhension du nexus entre changement climatique et conflit [117]. La création en 2014 du corps expéditionnaire interdépartemental de prévention de conflit (IDTFCP) [118] est une preuve de la compréhension inclusive des causes premières de l'instabilité sur le continent, mêlant changement climatique, migration et sécurité.

Les politiques publiques de l'Union Africaine ont largement augmenté dans les vingt dernières années, à travers des programmes comme celui de *la stratégie Sendai pour la réduction des risques désastreux 2015-2030*, ou encore *l'initiative d'adaptation du continent africain (Africa Adaptation Initiative Framework ; AAI) de 2017-2020* qui sont tous deux des tentatives d'améliorer la résilience au changement climatique et la capacité d'adaptation du continent [119].

Cependant, malgré la compréhension théorique et la volonté politique affichée d'agir contre le changement climatique, ces stratégies continentales peinent à être appliquées concrètement dans les politiques nationales. L'approche qui est faite du changement climatique à l'échelle continentale reste sectorielle, largement tournée vers l'agriculture. Une approche inclusive, prenant davantage en compte les risques pour la sécurité permettrait une meilleure coordination et action contre le changement climatique. Plus largement, le manque de concrétisation des politiques continentales à l'échelle régionale ou nationale empêche l'atteinte des objectifs fixés [120].

“

L'ACCENT EST MIS SUR LA
NÉCESSITÉ
D'AGIR DE FAÇON INCLUSIVE ET
AVEC UNE PLURIDISCIPLINARITÉ
ENTRE LES SECTEURS DE
DÉVELOPPEMENT, D'AIDE
HUMANITAIRE, DE CONSTRUCTION
DE PAIX ET D'ADAPTATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

”





RÉGIONALE

Au niveau régional, les Communautés Régionales Économiques (RECs) représentent un outil institutionnel essentiel dans le traitement de la question climatique et de ses conséquences sur les mouvements de population. L'Union Africaine se compose de 8 communautés régionales économiques [121]. Elles se distinguent dans leurs capacités à pousser à la mise en place de politiques publiques au niveau régional et national. Ces communautés sont utilisées comme un pont entre le niveau continental et national par l'intermédiaire de mécanismes régionaux capables de supporter certaines institutions nationales. En effet, l'analyse produite par ces RECs sert à identifier les manquements des politiques nationales et les besoins capacitaires [122].

En ce qui concerne la question climatique, elle promeut le développement de Plans d'Adaptation Nationaux (NAPs) par une approche singulière et adaptée aux besoins des pays membres de la région. Ces plans d'adaptation visent à lutter contre les effets du changement climatique et son impact sur les populations. **Malgré des soucis capacitaires importants, le besoin de renforcer ces organes régionaux figurent parmi les priorités pour lutter contre les effets du changement climatique** [123].

Dans la région étudiée ici, c'est la Communauté Est Africaine (EAC) ou l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) qui sont les institutions références dans la gestion régionale des crises [124]. Ces organes visent à l'harmonisation des politiques publiques

nationales de la région, afin de maximiser leurs effets [125].



L'IGAD fut initialement créé sous le nom d'Autorité intergouvernementale pour la sécheresse et le développement (IGADD) en 1986 afin de répondre aux crises climatiques de la région et de contrer les effets dévastateurs des événements climatiques sur la famine et la récurrence des conflits et tensions autour des ressources naturelles [126]. En 2003, l'IGAD a établi une stratégie : 'Environnement et la Gestion des Ressources Naturelles', avec une attention particulière sur les migrations et la sécurité alimentaire [127]. Dans sa stratégie régionale sur la période 2016-2030, l'IGAD a structuré son approche sur quatre piliers:

- Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement,
- Coopération Économique, Intégration et Développement Social,
- Paix, Sécurité et Affaires Humanitaires
- Développement des sociétés de services [128].

Par cette stratégie, l'IGAD promeut l'utilisation soutenable des ressources naturelles de la région afin d'agir sur les vulnérabilités régionales des populations, et par cela, d'endiguer les phénomènes migratoires et les conflits en découlant. Le mandat de l'IGAD s'axe notamment autour de la gestion des conflits transnationaux et de frontières ; le nexus climat-migration-conflit est donc crucial. **La dimension migratoire est aussi largement mise en exergue dans la stratégie 2016-2030. L'interconnexion entre**

climat et mobilité humaine figure de base théorique à la mise en place de politiques publiques [129]. En 2017, l'IGAD a lancé son 9e processus de consultation régionale (RCP) sur la migration afin de fournir une base pour un dialogue régionale et une coopération entre les États membres. Ceci n'étant une fois encore pas contraignant pour les États membres. L'IGAD a aussi structuré sa politique climatique grâce à des institutions spécialisées, comme le Mécanisme d'Alerte et de Réponse au Conflit (CEWARN) ou le centre de prédication et d'application des risques climatologiques (IPCAC) [130].



Quant à la **Communauté Est Africaine (ECA)**, cet organe vise lui aussi à une plus grande cohérence et harmonisation régionale des politiques publiques. Son approche sur le changement climatique a évolué et s'est renforcée. D'abord en 2006, par son *Protocole sur l'Environnement et la Gestion des Ressources Naturelles*, puis dans sa lutte contre les effets des sécheresses et de la désertification [131]. En 2011, c'est une structure régionale de politiques climatiques qui est adoptée [132]. En 2016, l'Accord de Paris sur le climat pousse l'ECA à adopter une stratégie d'adaptation aux risques climatiques dans la construction des politiques publiques [133]. L'Unité de Coordination pour le Changement Climatique (CCCU) et des Groupes de Travail Techniques sur le Changement Climatique (CCTWG) sont créés [134]. **Par ces évolutions, la question du changement climatique se voit plus intégrée dans la gestion des politiques régionales, notamment par une approche technique et scientifique.**

Ces deux entités souffrent toutes deux de problématiques similaires : à savoir le manque de coordination entre les pays des régions concernées menant à des problèmes de mise en pratique concrète de politiques publiques

nécessaires à la lutte contre le changement climatique. En effet, l'ECA se retrouve en difficulté pour traduire ses politiques régionales et principes régulateurs en normes, protocoles et standards contraignants à l'échelle nationale. Le souci d'implémentation des politiques érigées à l'échelle régionale provient notamment d'un manque de confiance mutuel et d'une capacité à coopérer dans la région.

La construction de légitimité de ces organes régionaux est au centre du problème et nécessiterait de revoir une approche encore trop largement tournée vers le 'top-down', à savoir du niveau régional vers le local. Par cette approche, certaines politiques s'adaptent difficilement aux réalités locales.

L'efficacité de ces communautés régionales est cruciale pour endiguer les effets du changement climatique, et dépend de leurs capacités à identifier, reconnaître et agir sur leurs problématiques. Outre ces éléments, l'IGAD quant à lui se retrouve limité dans l'application de ses politiques publiques, ne pouvant imposer ou intervenir puisque les États membres restent souverains. Les tensions récentes dans la région sont également au centre des difficultés et du manque de légitimité ressenti par l'IGAD, du fait des guerres civiles récurrentes, conflits communautaires et tensions inter-régionales. De même, les freins bureaucratiques et la dépendance aux donateurs extérieurs sont d'autres facteurs explicatifs du rôle encore limité de cet organe [135].

Le manque d'équipement et de capacité sont problématiques pour réaliser effectivement leurs mandats respectifs sur des problématiques transversales comme l'est le changement climatique. L'amélioration de la capacité institutionnelle des RECs semble essentielle pour permettre la traduction de politiques continentales vers les États membres.



NATIONALE

Au niveau national, les dernières années ont été marquées par une augmentation des politiques publiques concernant le risque climatique. Dans le cadre des Programmes d'Action d'Adaptation Nationale (NAPAs), les pays du continent ont pensé une stratégie de lutte contre le changement climatique. Cet élan politique est encourageant, mais manque parfois de mise en application concrète et de soutien de la part des acteurs politiques locaux [136].

La plupart de ces politiques publiques ont été mises en place verticalement, dans une approche essentiellement sectorielle. **Ceci menant à des politiques d'adaptation climatiques uniquement liées aux problématiques environnementales. L'évolution récente de la perception des risques climatiques appelle à une approche davantage horizontale, intersectorielle afin d'avoir des impacts plus larges et efficaces** [137]. L'approche horizontale répond à un besoin d'une réponse inclusive et de cohérence institutionnelle. Cette coopération s'opère entre les différents échelons de politiques publiques (national, régional, continental) mais aussi entre les différents secteurs de développement et de management de crise (développement, construction de paix, adaptation climatique, humanitaire, etc.). **Une approche inclusive et multisectorielle permettrait de répondre non pas seulement aux besoins court terme de lutte contre les désastres naturels, mais de participer à une réponse à moyen long terme contre le changement climatique, par une approche davantage préventive que réactive.**

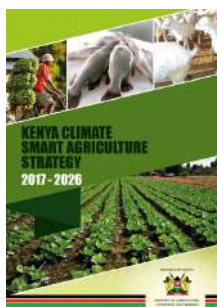
La capacité des États à connecter les différents secteurs, d'énergie, de gestion d'eau et de sécurité alimentaire peine encore à être automatique, menant à la duplication de programmes et à des résultats moins efficaces [138].

Dans la région d'Afrique de l'Est, la différence interétatique dans la réponse aux changements climatiques est encore importante. La différence s'observe sur (i) **le niveau de mise en place effective des politiques d'adaptation aux risques climatiques** et, (ii) **la reconnaissance dans les politiques publiques du nexus entre changement climatique, gestion des conflits et des déplacements migratoires.** Cet écart entre pays est le résultat de l'exposition à ces mêmes risques climatiques. Certains pays étant plus largement frappés par le changement climatique.

Cependant, ceci est voué à changer progressivement à en croire les prédictions des effets climatiques sur la région. Aussi, les ressources capacitaires des États de la région diffèrent, rendant la réponse à ces phénomènes plus ou moins importants.

À l'inverse des politiques continentales de l'Union Africaine qui sont claires sur le sujet, la reconnaissance du nexus est encore faible au niveau national pour certains États. La prise en compte des différences d'approches et de l'accent mis sur la gestion de ces phénomènes climatiques témoigne de l'effort fourni ainsi que des améliorations possibles pour y répondre de manière plus inclusive et efficace.

À titre d'exemple, plusieurs pays de la région se sont lancés dans des projets d'adaptations aux risques climatiques :



LE KENYA :

C'est le cas du Kenya avec son programme 'Climate Smart Agriculture Implementation Framework 2018-2027' en 2018. Il vise à promouvoir des méthodes agricoles innovantes et résilientes afin de lutter contre les effets du changement climatique.



L'ÉTHIOPIE :

De même, chez son voisin, en Éthiopie, l'initiative du 'NAP-ETH' vise elle aussi à construire une agriculture plus durable et résiliente en renforçant les capacités du pays et les traduire en politique nationale [139]. Elle s'appuie sur le plan 'Climate Resilient Green Economy' qui suit une approche plurisectorielle incluant l'eau, l'urbanisation, les transports, l'industrie, etc. [140].



VII/ SOLUTIONS ÉVENTUELLES

D'après les projections climatiques futures, ces phénomènes climatiques extrêmes sont voués à augmenter en intensité et en récurrence [141]. La gestion de ces phénomènes est essentielle puisqu'elle conditionnera la capacité des États à protéger leur population. Les migrations découlant du changement climatique ne sont pas isolées d'autres facteurs économiques, sociaux, politiques ou même sécuritaires. **Cependant, elles ont un impact direct sur la vulnérabilité d'une partie croissante de la population.** Dans un contexte où les événements climatiques extrêmes sont prévus d'augmenter, le nombre de personnes fuyant ses effets est amené à augmenter lui aussi, pouvant mener à la formation de nouveaux camps. Plusieurs pistes sont à explorer pour agir sur ces voies causales :



Investir dans davantage de recherches quantitatives et qualitatives sur le nexus entre changement climatique, conflit et migration. Le manque d'études sur ce sujet fait défaut pour cerner les enjeux du problème de manière efficace et globale. Il est nécessaire de remédier au manque de données fiables et d'études transversales sur cette interconnexion. Les missions de maintien de paix pourraient largement bénéficier d'une meilleure compréhension des phénomènes climatiques et de leurs impacts sur les populations concernées, par la collecte de données climatiques robustes. La formulation de politiques publiques, peu importe son échelle (continentale, régionale ou nationale) nécessite des données fiables. Ces données font défaut à l'heure actuelle malgré l'intérêt croissant pour le sujet. De même, comprendre plus en profondeur l'interconnexion entre changement climatique et comportements migratoires permettrait d'adapter les politiques de gestion des réfugié-e-s et migrant-e-s dans des régions fragiles [142].



Investir dans une approche inclusive des risques climatiques. La question de la gestion du changement climatique sur le continent africain nécessite une approche intersectorielle entre trois secteurs politiques que sont les politiques d'adaptation climatiques, le secteur du développement et le secteur de maintien de la paix. À l'heure actuelle, les questions climatiques sont largement traitées par les organismes d'études environnementales. Elles peinent à être intégrées dans des analyses de risques, notamment au sein de programme de maintien de paix où les risques climatiques représentent un danger certain. Certaines politiques de maintien de paix ou de développement pourraient même avoir un effet contre-productif par l'absence de considération des questions climatiques : exclusion de certains groupes minoritaires, volatilité économique, réduction du développement économique ou aggravation des questions sécuritaires [143]. Certaines missions de maintien de paix, comme celles au Sahel, soulignent l'importance d'agir sur le changement climatique et les migrations. À travers leur rapport de 2011, ces derniers pointent l'effet que le changement climatique peut avoir sur les dividendes de paix [144].



Investir dans des approches transnationales. Puisque les changements climatiques ne sont pas nationaux, mais internationaux, leurs réponses nécessitent la mise en place de politiques publiques collaboratives entre les pays affectés. Se concentrer sur des approches nationales pourrait limiter l'efficacité des programmes. En prenant en compte cette dimension spatiale des événements climatiques, la réponse aux risques qu'ils présentent peut être améliorée. En effet, la mise en place de politiques de gestion migratoires interétatiques ou régionales davantage axées sur les zones transfrontalières est une piste à explorer davantage. Certaines politiques de la région vont en ce sens, notamment à travers des organismes comme l'IGAD. Cependant, la collaboration interétatique dans la région reste parfois difficile du fait de tensions existantes. Face au risque que présente le changement climatique pour la région, une réponse collective et collaborative pour maximiser les effets des politiques de luttres contre le changement climatique [145].



Appuyer les politiques de gestion de risques climatiques sur des savoir-faire locaux et sur des méthodes participatives. Les premiers affectés par le changement climatique sont les populations locales. Les modèles de résilience développés par ces derniers sont essentiels pour agir de manière efficace et ciblée. La mise en place de programme engendre la nécessité de faire collaborer différents secteurs de la société, tant institutionnels qu'informels, ainsi que la société civile pour effectivement répondre aux besoins des populations et endiguer les départs forcés [146].



Réorienter les politiques de gestion migratoires vers du long terme. Il est clair que la gestion des réfugié-e-s et déplacé-e-s internes est encore largement le fruit de politiques réactives plutôt que préventives. L'établissement de camps de réfugié-e-s ad-hoc et parfois dans des zones à risques est à la source de déplacements secondaires et de vulnérabilités croissantes pour les populations déplacées. Il est primordial d'accentuer la prise en compte des facteurs de déplacements et d'agir sur ses causes premières. De même, la coordination entre les secteurs de développement, d'adaptation climatique et de maintien de paix est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour éviter la duplication de programmes [147].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

[1] IDMC, Global report on Internal Displacement, "Regional Overviews", Avril 2020, <https://www.internaldisplacement.org/globalreport/grid2020/>.

[2] *Ibid.*

[3] IOM, Migration and Climate Change, 2008, <https://publications.iom.int/books/mrs-ndeg31-migration-and-climate-change>.

[4] IDMC, Global report on Internal Displacement, « Sub-Saharan Africa », Avril 2020, <https://www.internaldisplacement.org/globalreport/grid2020/downloads/2020-IDMC-GRID-sub-saharan-africa.pdf?v=1.17>.

[5] *Ibid.*

[6] Le « réfugié » en droit international est défini à l'article 1A2 de la Convention relative au statut des réfugiés (1951), comme suit : « toute personne qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de cinq motifs : sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à certains groupes sociaux ou ses opinions politiques, qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou du fait de cette crainte ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

[7] La Convention de Kampala adoptée en 2009 par exemple, en son article 9 relatif aux Obligations des États partis évoque l'aspect environnemental en lien avec la protection et à l'assistance durant le déplacement interne : « Prendre les mesures nécessaires de sauvegarde contre la dégradation de l'environnement dans les zones où sont localisées les personnes déplacées, dans la juridiction des États parties ou dans les secteurs sous leur contrôle effectif ».

[8] PETER, K. VIVEKANANDA Janani, Topic Guide: Conflict, Climate and Environment, Overseas Development Institute (ODI) and International Alert, 2014, https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a089b4ed915d622c00036b/EoD_Topic_Guide_Nov2014_Conflict_Climate_Environment.pdf ; MIGUEL, E. SATYANATH, S. SERGENTI, E. S. 'Economic Shocks and Civil Conflict: An Instrumental Variables Approach'. Journal of Political Economy 112, no. 4, 2004, http://emiguel.econ.berkeley.edu/assets/miguel_research/47/_Paper_Economic_Shocks_and_Civil_Conflict.pdf

[9] BURKE, M.B. MIGUEL, E. SATYANATH, S. DYKEMA, J. A. D. LOBELL, DB. 'Warming increases the risk of civil war in Africa', 2009, <https://www.pnas.org/content/pnas/106/49/20670.full.pdf> ; NORDAS, RAGNHILD, PETTER GLEDITSCH, Climate Change and Conflict. 2007.

[10] ONU, Réunion du Conseil de Sécurité sur le changement climatique, Avril 2007, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/PV.5663>.

[11] NIANG et al. IPCC, Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability, « Summary for Policymakers », https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ar5_wgII_spm_en.pdf

[12] AMINGA, V, "Policy responses to climate-related security risks: The African Union", SIPRI Background Paper, Mai 2020, https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-05/bp_2005_au_climate.pdf

[13] Ici la région d'Afrique de l'Est comprend : la Somalie, l'Éthiopie, Le Sud Soudan, Le Soudan, le Kenya, l'Érythrée, Djibouti et la Tanzanie.

[14] IGAD, 2018, <https://igad.int/about-us/the-igad-region>.

[15] M. MADZWAMUSE, 'Climate Governance in Africa - Adaptation Strategies and Institutions', The green political foundation, 2010, https://www.boell.de/sites/default/files/assets/boell.de/images/download_de/Climate_Governance_in_Africa.pdf

[16] OSIMA, Sarah et al., 'Projected climate over the Greater Horn of Africa under 1.5°C and 2°C global warming', environmental research letters, 2018, <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aaba1b/pdf>

[17] IDMC, Global report on Internal Displacement, « Sub-Saharan Africa », Avril 2020, op.cit.

[18] IDMC, Sub-Saharan Africa, 2020. / *Ibid.*

[19] OSIMA Sarah, 'Projected climate over the Greater Horn of Africa under 1.5°C and 2°C global warming', op.cit.

[20] Horn of Africa cross-border drought action plan 2017, FAO, Mars-June 2017, <http://www.fao.org/3/i6968e/i6968e.pdf> ,

[21] *Ibid.*

[22] VAN BAALEM Sebastian, MOBJORK Malin, 'A Coming Anarchy: Pathways from climate change to violent conflict in East Africa', Stockholm University, 2016, <http://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:928237/FULLTEXT01.pdf>

[23] *Ibid.*

[24] *Ibid.*

[25] *Ibid.*

[26] *Ibid.*

[27] KALIN Walter, SCHREPER Nina, 'Protecting People Crossing Borders in the Context of Climate Change Normative Gaps and Possible Approaches', 2012, <https://www.unhcr.org/4f33f1729.pdf>

[28] VAN BAALEM Sebastian, MOBJORK Malin, 'A Coming Anarchy: Pathways from climate change to violent conflict in East Africa', Stockholm University, 2016

[29] IDMC, Global report on Internal Displacement, "Regional Overviews", Avril 2020, op.cit.

[30] *Ibid.*

[31] *Ibid.*

[32] *Ibid.*

[33] IDMC, Global report on Internal Displacement, « Sub-Saharan Africa », Avril 2020, op.cit.

[34] *Ibid.*

[35] IDMC, Global report on Internal Displacement, "Regional Overviews", Avril 2020, op.cit.

- [36] OIM, « Le nombre total de déplacés internes en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique chute de façon spectaculaire en 2019 », Internally Displaced Persons, 5 août 2020, <https://www.iom.int/fr/news/le-nombre-total-de-deplaces-internes-en-afrique-de-lest-et-dans-la-corne-de-lafrique-chute-de>
- [37] IOM, "A Region on the Move — Mid-year mobility overview (January to June 2019)", 2019, <https://migration.iom.int/reports/region-move-%E2%80%944-mid-year-mobility-overview-january-june-2019>,
- [38] OIM, « Le nombre total de déplacés internes en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique chute de façon spectaculaire en 2019 », Internally Displaced Persons, 5 août 2020,
- [39] Cross-Border drought Assessment Results, FAO-IGAD, 2017, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/FAO-IGAD%20Rapid%20cross-border%20assessment%20results%20summary.pdf.
- [40] Cross-Border drought Assessment Results, FAO-IGAD, 2017.
- [41] Sebastian Van Baalen, Malin Mobjörk, 'A Coming Anarchy: Pathways from climate change to violent conflict in East Africa', Stockholm University, 2016.
- [42] *Ibid.*
- [43] *Ibid.*
- [44] Carolina Eklöv, Florian Krampe, 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019, https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-10/sipripp53_2.pdf.
- [45] VAN BAALEM Sebastian, MOBJÖRK Malin, 'A Coming Anarchy: Pathways from climate change to violent conflict in East Africa', Stockholm University, 2016
- [46] *Ibid.*
- [47] Operational Portal Refugee situation, Horn of Africa situation – Somalia, UNHCR, 2020, <https://data2.unhcr.org/en/situations/horn/location/192>.
- [48] EKLOW Carolina, KRAMPE Florian 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019, https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-10/sipripp53_2.pdf
- [49] Somalia Water and Land Information Management (SWALIM) and Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), 'The Juba and Shabelle rivers and their importance to Somalia', 2016, <https://www.faoswalim.org/article/juba-and-shabelle-rivers-and-their-importance-somalia>
- [50] EKLOW Carolina, KRAMPE Florian 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019.
- [51] *Ibid.*
- [52] Federal Republic of Somalia. UNDP, 'National Adaptation Programme of Action on climate change', Avril 2013, <https://unfccc.int/resource/docs/napa/som01.pdf>,
- [53] IDMC, 'Somalia', 2019, <https://www.internal-displacement.org/countries/somalia>.
- [54] *Ibid.*
- [55] *Ibid.*
- [56] Platform on disaster displacement, 'Driven out by drought', Norwegian Refugee Council, 2013, <https://disasterdisplacement.org/staff-member/driven-out-by-drought> ; Conseil de l'Union Européenne, Budget des besoins d'aide humanitaire dans la Corne de l'Afrique, Bruxelles, novembre 2011, (16299/11), https://www.senat.fr/europe/textes_europeens/e6766.pdf
- [57] Norwegian Refugee Council, "Conflict and drought displace 300,000 in Somalia so far this year", 22 octobre 2019, <https://www.nrc.no/news/2019/october/somalia-displacement/>.
- [58] Ministry of Humanitarian Affairs and Disaster Management, OCHA, Somalia Drought Impact Response Plan (DIRP), Juin-Décembre 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Somalia%20DIRP.pdf>,
- [59] IDMC, 'Regional Overview Sub-Saharan Africa', 2019, <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2020/downloads/2020-IDMC-GRID-sub-saharan-africa.pdf?v=1.17>.
- [60] EKLOW Carolina, KRAMPE Florian 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019, https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-10/sipripp53_2.pdf
- [61] *Ibid.*
- [62] Floodlist, 'Somalia – Over 200,000 Displaced by Floods', 11 mai 2020, <http://floodlist.com/africa/somalia-floods-may-2020>
- [63] Conseil de l'Union Européenne, Budget des besoins d'aide humanitaire dans la Corne de l'Afrique, Bruxelles, novembre 2011, (16299/11), https://www.senat.fr/europe/textes_europeens/e6766.pdf
- [64] Blue Peace Bulletin, Water and Violence: Somalia, Strategic Foresight Group, 2019, https://www.strategicforesight.com/publication_pdf/WATER%20AND%20VIOLENCE_%20SOMALIA%20.pdf
- [65] EKLOW Carolina, KRAMPE Florian 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019.
- [66] IDMC, 'Somalia', 2019.
- [67] EKLOW Carolina, KRAMPE Florian 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019.
- [68] OCHA, 'Somalia 2019 Drought Impact Response Plan (DIRP)', 2019, op.cit.
- [69] EKLOW Carolina, KRAMPE Florian 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019.
- [70] KRAMPE Florian, No lasting peace without climate security, SIPRI, 2020, <https://www.sipri.org/commentary/essay/2020/no-lasting-peace-without-climate-security>.
- [71] IDMC, Ethiopia, 2020, <https://www.internal-displacement.org/countries/ethiopia>.
- [72] *Ibid.*
- [73] *Climate Profile, Ethiopia, 2018.*
- [74] IDMC, *Ethiopia, 2020.*

- [75] BEKALU ATNAFU TAYE, 'Ethnic federalism and conflict in Ethiopia', Accord, 2017, <https://www.accord.org.za/ajcr-issues/ethnic-federalism-conflict-ethiopia/>.
- [76] YIGZAM G. S. BELAY E.A. Causes and impacts of internal displacement in Ethiopia, African Journal of Social Work (AJSW), 2019, https://www.researchgate.net/publication/341641504_Licensed_under_a_Creative_Commons_Attribution-Non-commercial_40_International_License_CAUSES_AND_IMPACTS_OF_INTERNAL_DISPLACEMENT_IN_ETHIOPIA, pp. 32-41.
- [77] Climate Profile, Ethiopia, 2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Ethiopia_4.pdf
- [78] *Ibid.*
- [79] *Ibid.*
- [80] *Ibid.*
- [81] IDMC, Sub Saharan Africa Overview, 2020.
- [82] Climate Profile, Ethiopia, 2018.
- [83] *Ibid.*
- [84] Climate Profile, Ethiopia, 2018.
- [85] *Ibid.*
- [86] IDMC, Ethiopia, 2020.
- [87] Climate Profile, Ethiopia, 2018.
- [88] United Nations, 'Ethiopia, Durable Solution Initiative', 2019, <https://ethiopia.un.org/sites/default/files/2020-01/DSI%20Ethiopia%20low%20res.pdf>,
- [89] Aaron Maasho, « Ethiopia creates 'Peace Ministry' to tackle violence in sweeping reshuffle », Reuters, 16 octobre 2018, <https://www.reuters.com/article/us-ethiopia-politics-idUSKCN1MQ1M6>, consulté le 5 avril 2021
- [90] IDMC, Ethiopia, 2020.
- [91] IDMC, Ethiopia, 2020.
- [92] Climate Profile, Ethiopia, 2018.
- [93] OCHA, Greater Horn of Africa Region: Humanitarian Snapshot, April 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ROSEA_2020_0424_HOA_COVID-19_Snapshot_April2020.pdf
- [94] Navin SinghKhadka, Refugees at 'increased risk' from extreme weather, BBC, 10 décembre 2019, <https://www.bbc.com/news/science-environment-50692857>, consulté le 8 avril 2021
- [95] International Union for Conservation of Nature (IUCN), Ecosystem Management, The natural environment and refugees, 2020, <https://www.iucn.org/theme/ecosystem-management/about/our-work/natural-environment-and-refugees>
- [96] Navin SinghKhadka, Refugees at 'increased risk' from extreme weather, BBC, 10 décembre 2019, op.cit.
- [97] UNHCR, Displacement and Disaster Risk Reduction, 2017, <https://www.unhcr.org/protection/environment/5665945e9/unhcr-displacement-disaster-risk-reduction.html>
- [98] MSF, Refugees attempt to survive in flooded camps, 2014, <https://www.msf.org/ethiopia-refugees-attempt-survive-flooded-camps>.
- [99] UNCHR, WFP UNHCR Joint Assessment Mission Rwanda, 2014, <https://www.unhcr.org/54d3762e18.pdf>.
- [100] UNHCR, Displacement and Disaster Risk Reduction, 2017, op.cit.
- [101] Carolina Eklöv. Florian Krampe, 'Climate-related security risks and peacebuilding in Somalia', SIPRI, 2019.
- [102] IUCN, 'Gender-based violence and the environment', 2020, <https://www.iucn.org/resources/issues-briefs/gender-based-violence-and-environment>.
- [103] IUCN, 'Gender-based violence and the environment', 2020, <https://www.iucn.org/resources/issues-briefs/gender-based-violence-and-environment> ; Human Rights Watch, Sexual Violence and its Consequences among Displaced Persons in Darfur and Chad, A Human Rights Watch Briefing Paper 2005, <https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/africa/darfur0505/darfur0405.pdf>.
- [104] R. Mahapatra, A. Sangomla, 'Migration out of climate change Disaster-induced migration outstrips that due to conflict', DownToEarth, 22 mai 2020, <https://www.downtoearth.org.in/news/climate-change/migration-out-of-climate-change-71291>, consulté le 8 avril 2021
- [105] IUCN, 'Gender-based violence and the environment', 2020, op.cit.
- [106] The Guardian, Massive deforestation by refugees in Uganda sparks clashes with local people, 2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/feb/18/massive-deforestation-by-refugees-in-uganda-sparks-clashes-with-local-people>.
- [107] UNCHR, WFP UNHCR Joint Assessment Mission Rwanda, 2014, <https://www.unhcr.org/54d3762e18.pdf>.
- [108] C. McMichael, « Climate change-related migration and infectious disease », Virulence, 2015, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/21505594.2015.1021539>
- [109] *Ibid.*
- [110] Ahmed JA, Moturi A, Spiegel P, et al., Hepatitis E outbreak, dadaab refugee camp, Kenya, 2012, Emerg Infect Dis, Juin 2013, https://pdfs.semanticscholar.org/65a7/d69568d25cebf4c38cd3161ef6f6603ba94d.pdf?_ga=2.238759364.532925558.1617974853-186901002.1617974853
- [111] Ahmed JA, Moturi A, Spiegel P, et al., Hepatitis E outbreak, dadaab refugee camp, Kenya, 2012, Emerging Infectious Diseases, 2013,
- [112] Aminga, V., 'Policy responses to climate-related security risks: The African Union', SIPRI Background Paper, May 2020.
- [113] African Union, Agriculture & Environmental Management Treaties. Accessible sur : <https://au.int/en/treaties/1160>
- [114] Aminga, V., 'Policy responses to climate-related security risks: The African Union', SIPRI Background Paper, May 2020, op.cit.

[115] Peaceau, The 585th meeting of the Peace and Security Council of the AU: an open session to the theme: Climate Change: State fragility, peace and security in Africa, 2016. Accessible sur : <http://www.peaceau.org/en/article/the-585th-meeting-of-the-peace-and-security-council-of-the-au-an-open-session-to-the-theme-climate-change-state-fragility-peace-and-security-in-africa>.

[116] Peaceau, 708th PSC meeting on the theme: "The Drought Situation and its Implication on Peace and Security in Africa", 2017. Accessible sur : <https://www.peaceau.org/en/article/708th-psc-meeting-on-the-theme-the-drought-situation-and-its-implication-on-peace-and-security-in-africa>.

[117] Aminga, V., 'Policy responses to climate-related security risks: The African Union', SIPRI Background Paper, May 2020, op.cit.

[118] Interdepartemental TaskForce on Conflict Prevention (IDTFCP) : établi en 2014, ce groupe vise à regrouper les efforts de l'Union Africaine en matière de résolution de conflit et de parvenir à agir sur les causes premières des conflits.

[119] Aminga, V., 'Policy responses to climate-related security risks: The African Union', SIPRI Background Paper, May 2020, op.cit

[120] *Ibid.*

[121] African Union, Regional Economic Communities (RECs), <https://au.int/en/organs/recs>.

[122] Aminga, V., 'Policy responses to climate-related security risks: The African Union', SIPRI Background Paper, May 2020, op.cit.

[123] Denton, F., Kituyi, E., Lo, H. & Wouapi, H. (2016). "Regional Economic Communities and Climate Change Adaptation in Africa ». CARIIAA Working Paper no. 4. International Development Research Centre, Ottawa, Canada and UK Aid, London, United Kingdom, <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/55663/IDL-55663.pdf>.

[124] Roz Price, "Shared governance of climate change and natural resources issues in East Africa", K4D Helpdesk Report 450. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 5 octobre 2018, https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5c6c3213ed915d4a315f6507/450_Governance_of_Climate_Change_and_Natural_Resources_Issues_East_Africa.pdf

[125] IGAD, 2021, <https://igad.int/about-us>

[126] *Ibid.*

[127] IGAD, IGAD Environment and Natural Resources Strategy, Avril 2007, https://igad.int/attachments/159_IGAD_ENR_Strategy.pdf

[128] Florian Krampe, Roberta Scassa and Giovanni Mitrotta, « Responses to climate-related risks: regional organisations in Asia and Africa », SIPRI, Aout 2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sipriinsight1808_igos_and_climate_change.pdf

[129] Florian Krampe, Roberta Scassa and Giovanni Mitrotta, Responses to climate-related risks: regional organisations in Asia and Africa, SIPRI, 2018, op.cit

[130] Roz Price, "Shared governance of climate change and natural resources issues in East Africa", K4D Helpdesk Report 450. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 2018, op.cit.

[131] EAC, Protocol on Environment and Natural Resources Management, 2006. Accessible sur : <http://repository.eac.int/bitstream/handle/11671/1638/EAC%20PROTOCOL%20ON%20ENVIRONMENT%20AND%20NATURAL%20RESOURCES%20MGMT.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

[132] EAC, EAC Climate Change Policy (EACCCP), 2011. Accessible sur : https://www.rema.gov.rw/rema_doc/Climate%20change/EAC%20Climate%20Change%20Policy_April%202011.pdf

[133] Roz Price, "Shared governance of climate change and natural resources issues in East Africa", K4D Helpdesk Report 450. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 2018, op.cit

[134] *Ibid.*

[135] *Ibid.*

[136] Roz Price, "Shared governance of climate change and natural resources issues in East Africa", K4D Helpdesk Report 450. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 2018.

[137] Cedric de Coning, Florian Krampe, Multilateral cooperation in the area of climate-related security and development risks in Africa, Norwegian Institute of International Affairs, 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NUPI_Report_4_2020_deConingKrampe_0.pdf.

[138] Roz Price, "Shared governance of climate change and natural resources issues in East Africa", K4D Helpdesk Report 450. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 2018.

[139] NAP Global Network, National and Sub-national Gov'ts Collaborate to Implement Ethiopia's NAP, 2017, <https://napglobalnetwork.org/2017/09/national-sub-national-govts-collaborate-implement-ethiopias-nap/>.

[140] Federal Democratic Republic of Ethiopia, Ethiopia's Climate Resilient Green Economy National Adaptation Plan, 2019, <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/NAP-ETH%20FINAL%20VERSION%20%20Mar%202019.pdf>.

[141] Sarah Osima et al., 'Projected climate over the Greater Horn of Africa under 1.5°C and 2°C global warming', environmental research letters, 2018, <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aaba1b/pdf>.

[142] Malin mobjörk, Florian Krampe, Kheira Tarif, 'Pathways of climate insecurity: guidance for policymakers', SIPRI, 2020, https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-11/pb_2011_pathways_2.pdf.

[143] Lukas Rüttinger, 'A new Climate for Peace: Taking Action on Climate and Fragility Risks', Adelphi, 2015, https://climate-diplomacy.org/sites/default/files/2020-11/NewClimateForPeace_FullReport_small_0.pdf.

[144] UNEP, Livelihood Security, Climate Change, Migration, and Conflict in the Sahel, 2011, <https://europa.eu/capacity4dev/unep/documents/livelihood-security-climate-change-migration-and-conflict-sahel>

[145] SaferWorld, 'Towards a more effective early warning system in the Horn of Africa: Learning lessons and seizing opportunities', 2015, <https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/955-towards-a-more-effective-early-warning-system-in-the-horn-of-africa>.

[146] SaferWorld, 'Towards a more effective early warning system in the Horn of Africa: Learning lessons and seizing opportunities', 2015, <https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/955-towards-a-more-effective-early-warning-system-in-the-horn-of-africa>.

[147] Lukas Rüttinger, 'A new Climate for Peace: Taking Action on Climate and Fragility Risks', Adelphi, 2015, https://climate-diplomacy.org/sites/default/files/2020-11/NewClimateForPeace_FullReport_small_0.pdf.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmed JA, Moturi A, Spiegel P, et al. (2013). 'Hepatitis E outbreak, dadaab refugee camp, Kenya, 2012'. *Emerg Infect Dis*.
- Aminga, V. (2020). 'Policy responses to climate-related security risks: The African Union'. *SIPRI Background Paper*.
- Burke Marshall B., Miguel Edward, Satyanath Shanker, Dykema John A., Lobell David B. (2009). 'Warming increases the risk of civil war in Africa'.
- Brown Oli. (2008). 'Migrations et changements climatiques'. *Organisation Internationale de la Migration (OIM)*.
- Carr-Hill, R., Ondijo, D., and Stone, M. (2011). 'Assessment of the Education, Livelihoods, Living conditions and Welfare of Somali Pastoralists: A Representative, Multi-Sectoral Survey Conducted to Provide a Baseline for Programming'.
- Collier Paul, Hoeffler Anke. (2004). 'Greed and grievance in civil war'. *Oxford University Press*.
- Elfvérsson Emma. (2015). 'Providing Security or Protecting Interests? Government Interventions in Violent Communal Conflicts in Africa'. *Journal of Peace Research*.
- De Juan Alexander. (2015). 'Long-Term Environmental Change and Geographical Patterns'. *Political Geography*.
- Denton, F., Kituyi, E., Lo, H. & Wouapi, H. (2016). 'Regional Economic Communities and Climate Change Adaptation in Africa'. *CARIAA Working Paper no. 4. International Development Research Centre*.
- Diez Thomas, von Lucke Franziskus, Wellmann Zehra. (2016). The Securitisation of Climate Change, actors, processes and consequences. *PRIO new security studies*.
- Đurková P, Gromilova A, Kiss B, Plaku M. (2012). Climate refugees in the 21st century. *Regional Academy on the United Nations*.
- Gleditsch, Petter Nills. (2012). 'Whither the Weather? Climate Change and Conflict'. *Journal of Peace Research*.
- Haydarov Rustam, Anand Saumya, Frouws Bram, Toure Brigitte, Okiror Sam, Bhui Bal Ram. (2016). 'Evidence-Based Engagement of the Somali Pastoralists of the Horn of Africa in Polio Immunization: Overview of Tracking, Cross-Border, Operations, and Communication Strategies'. *Global Health Communication*.
- Hsiang Solomon & Burke Marshall. (2013). 'Quantifying the Influence of Climate on Human Conflict'. *Science*.
- Kahl Colin H. (1998). 'Population Growth, Environmental Degradation, and State-Sponsored Violence: The Case of Kenya, 1991-93'. *International Security*.
- Krampe Florian. (2020). No lasting peace without climate security'. *SIPRI*.
- Krampe Florian, Scassa Roberta, Mitrotta Giovanni. (2020). 'Responses to climate-related risks: regional organisations in Asia and Africa'. *SIPRI*.
- Kuele Giovanna, Miola Ana Critina. (2018). 'Climate change is feeding armed conflict in Somalia'. *ISS*.
- Lavigne-Pelletier Jordan. (2011). Réfugiés climatiques : le défi africain du XXI^e siècle. *Perspective Monde*.
- Ligot, J. (2016) Regional Integration in the Context of Climate Change. African Development Bank Group & NEPAD, Regional Integration and Trade of Department.
- Meier Patrick, Bond Doug, Bond Joe. (2007). 'Environmental Influences on Pastoral Conflict in the Horn of Africa. *Political Geography*
- Maystadt Jean-François, Ecker Olivier. (2014). 'Extreme Weather and Civil War: Does Drought Fuel Conflict in Somalia through Livestock Price Shocks? *American Journal of Agricultural Economics*.

- Mach, K. J., Adger, W. N., Buhaug, H., Burke, M., Fearon, J. D., Field, C. B., et al. (2020). 'Directions for research on climate and conflict'. *Earth's Future*.
- Madzwamuse Masego, (2011). 'Climate Governance in Africa - Adaptation Strategies and Institutions'. *The green political foundation*.
- Mahapatra Richard, Sangomla Askit. (2020). 'Migration out of climate change Disaster-induced migration outstrips that due to conflict'.
- McMichael Celia. (2015). Climate change-related migration and infectious disease. *Virulence*.
- Miguel, Edward, Shanker Satyanath, and Ernest Sergenti. (2004). 'Economic Shocks and Civil Conflict: An Instrumental Variables Approach'. *Journal of Political Economy*.
- Mosello Beatrice, Rüttinger Lukas. (2019). 'Linking adaptation and peacebuilding. Lessons learned and way forward'. *Climate Security Expert Network*.
- Niang et al. (2014). 'Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability, IPCC WGII AR5 Summary for Policymakers'. *IPCC*.
- Osima Sarah. (2018). 'Projected climate over the Greater Horn of Africa under 1.5°C and 2°C global warming'. *Environmental research letters*.
- Peters Katie, Vivekananda Janani. (2014). Topic Guide: Conflict, Climate and Environment, *Overseas Development Institute (ODI) and International Alert*.
- Ragnhild Nordås, Gleditsch Nils Petter. (2007). 'Climate Change and Conflict'. *Political Geography*.
- Raleigh Clionadh, Kniveton Dominic. (2012). 'Come Rain or Shine: An Analysis of Conflict and Climate Variability in East Africa'. *Journal of Peace Research*.
- Schelling Esther. (2013). 'Enhanced enrolment of pastoralists in the implementation and evaluation of UNICEF-FAO-WFP Resilience Strategy in Somalia'. *UNICEF ESARO*.
- Theisen Ole M. (2012). 'Climate Clashes? Weather Variability, Land Pressure, and Organized Violence in Kenya, 1989– 2004'. *Journal of Peace Research*.
- Thompson Barney. (2019). Changement climatique et déplacements. *UNHCR*.
- Van Baalen Sebastian, Mobjörk Malin. (2016). 'A Coming Anarchy: Pathways from climate change to violent conflict in East Africa'. *Stockholm University*.
- Vivekananda Janani, Schilling Janpeter, Smith Dan. (2014). 'Climate resilience in fragile and conflict-affected societies: concepts and approaches. *Development in Practice*.



RESSOURCES EN LIGNE ET CONTENUS AFFILIÉS :

['Migration overview'. (2020). IDMC.

Climate change and disaster displacement. Environment, Disasters and Climate Change UNHCR.

La Corne de l'Afrique menacée par une sécheresse généralisée. (2017). TV5Monde.

Les réfugiés. Questions Thématiques. Nations Unies (ONU).

Un million de réfugiés climatiques supplémentaires en Afrique en 2015. (2016). Jeune Afrique.

'Drought facts'. (2013). Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Appel Global du HCR 2020-2021. Résumés Régionaux, Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et régions des Grands Lacs. (2020). Haut-Commissariat des Réfugiés aux Nations Unies (HCR).

'Cross-Border Drought Assessment Results'. (2017). FAO-IGAD.

Le nombre total de déplacés internes en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique chute de façon spectaculaire en 2019. (2020). *Organisation Internationale des Migrations (OIM)*.

'The Central Sahel: Scene of New Climate Wars?'. (2020). *International Crisis Group*.

Somalia. The World Bank, Climate Change Knowledge Portal.

'Regional Overview Sub-Saharan Africa'. (2019). IDMC.

Horn of Africa cross-border drought action plan 2017. (2017). FAO.

'Land degradation'. (2020). Somalia Water and Land Information Management.

The relationship between climate change and violent conflict'. (2018). Swedish International Development Cooperation Agency.

'National Adaptation Programme of Action on climate change'. (2013). Federal Republic of Somalia. UNDP.

'Somalia'. (2020). IDMC.

'Ethiopia'. (2020). IDMC.

'Livelihood Security, Climate Change, Migration, and Conflict in the Sahel' (2011). UNEP.

'Blue Peace Bulletin, Water and Violence: Somalia'. (2019). Strategic Foresight Group.

'Greater Horn of Africa Region: Humanitarian Snapshot'. (2020). OCHA.

Displacement and Disaster Risk Reduction'. (2017). UNHCR.

'Somalia Drought Impact Response Plan (DIRP) Ministry of Humanitarian Affairs and Disaster Management'. (2019). OCHA.

'Le nombre total de déplacés internes en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique chute de façon spectaculaire en 2019'. (2020). Internally Displaced Persons. OIM.

'Gender-based violence and the environment'. (2020). International Union for Conservation of Nature (IUCN).

'Ethiopia'. (2018). Climate Profile.

IGAD.